

which involved 200,000 strikers, including workers and students supported by businessmen, the Communist-dominated General Labor Union experienced a surge in unionization with its rhetoric of awakening and liberation targeted against foreign-owned companies and rampant warlordism.

When the Nationalists under Chiang Kai-shek launched a successful Northern Expedition to wipe out warlordism and his National Revolutionary Army entered Shanghai on March 22, 1927, the General Labor Union welcomed the Nationalists. The Union called for a general strike to remove the warlord forces that controlled Shanghai and to assist in creating a government that would protect popular interests and labour reforms. Thus 420,970 people in Shanghai went on strike against warlords and in support of the National Revolutionary Army. But on April 12, 1927, with instructions from Chiang Kai-shek, Shanghai's largest secret society, the Green Gang, attacked the General Labor Union; although 240,000 workers responded with a general strike the next day, by the end of the month, 2,000 labour activists and Communists had been executed, and both unionization and the General Labor Union had collapsed. Smith reads this event as indicative of the serious barriers that secret societies and native-place networks constructed to undermine labour organization along class basis. The 1927 outcome also supports his contention that the discourse of nation played a greater role among Shanghai's workers in from 1895 to 1927, as they recognized their interests to be tied to the destiny of the nation; although not the dominant factor, class, in Smith's words, was a "significant fault line around which competing conceptions of the nation crystallized" (p. 267).

Jennifer W. Jay  
University of Alberta

Alain Thillay — *Le faubourg Saint-Antoine et ses « faux ouvriers »*. *La liberté du travail à Paris au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Champ Vallon, 2002, 400 p.

Le faubourg Saint-Antoine naît au début du XVII<sup>e</sup> siècle autour de l'abbaye du même nom, à l'est de Paris. En 1657, par décision royale d'apporter un secours aux pauvres ouvriers qui l'habitent, il devient un lieu de travail privilégié où règne dès lors la liberté d'exercice pour tous les artisans et gens de métier qui y vivent, à une enjambée des portes de Paris où le système corporatif impose au contraire le diktat des statuts et domine les activités de la production et des échanges. Dès ce moment, et jusqu'en 1791 qui marque l'abolition définitive du régime corporatif, les corporations parisiennes, chargées de la police économique par la monarchie, ne cessent de dénoncer la médiocrité et la déloyale concurrence de tous ces « faux ouvriers » qui, à l'encontre de l'intérêt du public, prétendent-elles, se raillent de leur autorité et des exigences de qualité prévalant à Paris. Relayées par les mémorialistes qui voient dans le faubourg un peuple ouvrier insoumis et prompt à la révolte (la prise de la Bastille en serait la plus flagrante preuve), les corporations considèrent le quartier comme le refuge d'une engeance sans règle ni maître, sans cadre ni patrie, qui suscite méfiance et surveillance. Voilà posé le contexte de l'ouvrage d'Alain Thillay,

imposant à maints égards. Que retenir de tels discours? Sur la base du privilège, qui contient il est vrai le germe d'un puissant antagonisme, les historiens du travail sont-ils justifiés de considérer le faubourg comme un « contre-modèle » d'organisation socioprofessionnelle limitant la domination des corporations (p. 130)?

L'objectif poursuivi par l'auteur est clair : sonder l'univers de ces multiples représentations pour clarifier les nôtres, à la base de notre compréhension du monde parisien du travail. Là se situe sa principale contribution dans une historiographie du travail sous l'Ancien Régime qui, pour être volumineuse, ne réserve que quelques lignes au faubourg Saint-Antoine (S. L. Kaplan, D. Alcouffe, R. Monnier) — une situation que l'auteur explique par la disparition de nombreuses sources et l'étalement de la documentation disponible. Jamais toutefois les rares études existant sur le sujet ne se sont attardées à mesurer les effets du privilège de 1657 sur l'exercice quotidien des artisans du faubourg, ce que Thillay se propose de faire « par un recours aux actes de la pratique, à l'aide d'une base de données, pour confronter les discours aux réalités » (p. 10) et ainsi questionner la valeur de l'opposition généralement admise entre libre entreprise et corporations sous l'Ancien Régime. Voici donc une histoire des représentations, qui multiplie avec succès les variations d'échelles et de perspectives pour démontrer que les artisans du faubourg, contre toute attente, ne jouissent pas d'une identité spécifique, prétendument fondée sur la liberté du travail et qui s'inscrirait en faux contre le système corporatif.

La construction du livre est solide et efficace, établie sur une démonstration en trois temps qui renvoient à l'exploitation complémentaire et remarquable d'un arsenal de sources très diversifiées qui constitua certainement l'une des forces de la thèse dont il est tiré. Naviguant à travers le Minutier central des notaires parisiens, les archives du Châtelet et du Consulat, celles des Enclos privilégiés, de l'Abbaye, du Commerce des arts et manufactures, ou encore dans les papiers Delamare et Joly de Fleury de la Bibliothèque nationale ou dans la collection Lamoignon des Archives de police, Thillay, qui questionne en outre les historiens et mémorialistes du temps, démontre une connaissance exceptionnelle des archives parisiennes et une parfaite maîtrise du corpus éclaté qu'il a dû constituer pour son étude, abordant au besoin les séries par sondage ou par dépouillement complet. Il faut encore souligner et applaudir l'utilisation marquée, peu répandue par ailleurs, d'une grande quantité de thèses et surtout de mémoires de maîtrise français inédits qui offrent à l'auteur un bassin documentaire notablement enrichi et mettent en valeur un travail colossal trop souvent laissé dans l'ombre. Plans, discours, ordonnances, règlements, contrats notariés, séries fiscales, procès-verbaux des commissaires de police, mémoires, listes d'habitants, baux de location, témoignages divers ont ainsi été analysés. Il en résulte l'établissement d'une base de données de 5 000 références qui concernent les différents métiers du bois, bien sûr, mais aussi du métal, du textile et de la vaisselle qui sont les principaux secteurs voyant s'animer les artisans du faubourg.

Dans le but de mesurer les écarts entre les règlements et la pratique de ces acteurs, et pour mieux comprendre comment le faubourg Saint-Antoine et ses ouvriers s'insèrent dans la géographie et l'organisation du monde des métiers parisiens tout en se distinguant des autres lieux affranchis et artisans privilégiés de la capitale, l'auteur pose en première partie les jalons de l'histoire socioprofessionnelle du faubourg. Il

rappelle ainsi les principales étapes et conditions de sa croissance, favorisée par le privilège de 1657 maintenu jusqu'en 1791, et scrute la composition, les caractéristiques et les représentations d'une population hétérogène, soucieuse de travailler et qui voit s'allier à plus d'un titre des professionnels de l'alimentation, des gens de peine et une part dominante d'artisans. S'agissant de ces derniers, la désignation de « faux ouvriers » masque en définitive la diversité d'une « ruche ouvrière » (p. 123) englobant de nombreuses catégories, du commerçant au gagne-deniers, du propriétaire au sous-locataire, dont « la multiplicité des activités fonde un espace artisanal où le travail et son organisation donnent une hiérarchie en tout point semblable à celle que l'on connaît en ville » (p. 124).

Comme quoi la liberté de travail attachée au privilège masque une réalité plus complexe qui justifie que l'auteur se consacre en seconde partie à analyser les usages multiples et différenciés que font les artisans de cette liberté, essentielle certes pour les protestants, étrangers, provinciaux et forains qui sont bannis de Paris, mais pas pour les maîtres ou jurés qui choisissent de demeurer au faubourg. À travers le tableau des activités, des hommes et de leurs rapports de collaboration avec les corporations de la ville, l'histoire des institutions et des règlements cède ici le pas à « l'histoire "vue d'en bas" » (p. 11), tirée de l'expérience multiforme des acteurs qui révèle qu'en somme, « la liberté de mal faire » (p. 132), comme on a pu le décrier, ne met pas de pain sur la table et ne leurre pas les principaux intéressés. En marge des contraintes corporatives, la liberté au contraire bien réelle d'innover, de mécaniser, d'adapter la production à la diversité de la demande profite en fait à l'ensemble des artisans, maîtres parisiens inclus qui multiplient les passerelles avec Saint-Antoine.

L'idée d'un « contre-modèle » au système corporatif et d'éternelles confrontations entre maîtres parisiens et artisans du faubourg ne résiste pas à l'analyse de ces parcours qui rendent compte du monde du travail parisien dans toute sa complexité. La dernière partie de l'ouvrage s'en veut une illustration au sens propre. Elle vient pour le plaisir humaniser les abondantes statistiques, parfois alambiquées, parfois lourdes, qui supportent l'ensemble de l'argumentation par le recours à des notices biographiques qui permettent de redonner vie à des trajectoires individuelles et familiales. À travers elles, et leur comparaison avec l'ensemble des données recueillies métier par métier, l'auteur met en valeur les nombreux liens tissés avec les corporations parisiennes que laissent apparaître les succès et les échecs, de même que les formes de sociabilité et d'encadrement que connaissent les ouvriers du faubourg. C'est peut-être ici, dans l'enchevêtrement des situations présentées et à travers les valeurs sociales et professionnelles qu'ils partagent, qu'apparaît avec le plus de force la communauté d'intérêt et d'existence entre les artisans du faubourg et ceux de la ville. Au terme, l'efficacité de la démonstration de Thillay aura été telle qu'on se demande bien comment il aurait pu en être autrement.

Christine Métayer  
*Université de Sherbrooke*